



une seule école libre
l'école buissonnière

le journal de la CNT-34 Educ



Les grandes confédérations syndicales ont décidé unilatéralement d'appeler à une journée de grève le 4 octobre 2005. La CNT 34 éducation participe aujourd'hui, sous une forme critique, à cette journée de mobilisation. Il nous semble en effet que la riposte est dérisoire devant les enjeux sociaux et économiques.

Abrogation des ordonnances de Villepin

Sous prétexte de vouloir lutter contre le chômage, De Villepin veut permettre aux employeurs de licencier plus facilement! Dans ce sens, le nouveau premier ministre a lancé plusieurs ordonnances qui vont rendre obsolète le droit du travail. Le contrat de nouvel embauche, c'est la débauche des travailleurs! Ce contrat permet au patron de vous licencier sans justification pendant une période de 2 ans! Pendant deux ans c'est la précarité assurée: Comment refuser des heures supplémentaires non payées? Refuser de travailler plus? Comment être enceinte si on peut se faire virer? Comment prendre ses congés paternités? Comment lutter pour défendre ses droits, se défendre contre les injustices au travail? Comment être malade?

Le CNE, c'est ferme ta gueule pendant deux ans!

Le CNE, c'est aussi la généralisation de la précarité en dehors du travail. Il est plus difficile de faire des projets pour l'avenir, de faire des prêts bancaires, de louer un logement quand vous êtes un potentiel chômeur, c'est-à-dire (dans la tête des proprios et des banquiers) un potentiel « mauvais payeur » !

Quel patron voudra embaucher avec les traditionnels CDI ou CDD ?

La lutte contre les chômeurs s'intensifie

Parallèlement le gouvernement transforme la guerre contre le chômage en guerre contre les chômeurs. S'appuyant sur les 500 000 emplois non pourvus à l'ANPE (emplois saisonniers sous payés, horaires à rallonge) tout chômeur est tenu d'accepter n'importe quelle offre (y compris hors de son domaine de compétences) sous peine de sanctions, d'abord financières (diminution drastique des allocations) suivi d'une radiation au troisième refus.

La dégradation des services publics se poursuit

Toutes les professions sont touchées, y compris celles que l'on considérait comme protégées. À la rentrée de 2005, 3000 postes ont été supprimés dans l'éducation nationale. Entraînant entre autre l'obligation de remplacer (à l'aide d'heures supplémentaires obligatoires) les collègues absents pour les enseignants du secondaire. Celle-ci a été instituée par la loi Fillon contre laquelle se sont battus les lycéen-ne-s, parmi lesquel-le-s certain-e-s sont toujours sous le coup de la répression judiciaire (prochain procès le 10 octobre à Paris).

N° 3 Hiver 2005

Email : cnt.34@cnt-f.org

Permanence et reunion le premier samedi du mois à la librairie
"Scrupules", rue du faubourg Figuerolles, au dessus du bar la pleine
lune

Nous ne pouvons compter que sur nous-même

De tout ceci, il n'en est jamais question dans les journaux télévisés. Aujourd'hui, c'est à nous tou-te-s, de nous mobiliser, d'expliquer, tant l'autisme des médias est important voir complaisant. Car la pseudo neutralité dont-ils font part, au-delà d'un simple laisser faire est une véritable propagande.

Mais il ne suffit pas de lancer des incantations pour que miraculeusement tout bouge, ni d'attendre le fait du prince ou une décision des appareils politiques ou syndicaux. Il faut que la population s'organise à la base dans les quartiers, les lieux de travail, avec des assemblées générales souveraines, des mandatés révocables. Cette autogestion que nous pratiquons dans nos syndicats, nous la voulons généralisée à toute la société, de la production à la distribution, à l'école, dans les entreprises, dans les ateliers, dans les hôpitaux, dans nos villes, dans nos villages...

Alors devant l'incurie de l'état, la répression policière, la complicité de la justice, la rapacité des financiers, le cynisme et la cupidité des industriels, il faut:

- contre les licenciements, les délocalisations, des assemblées de salariés, et la réappropriation des stocks et des moyens de production,
- contre la pénurie des logements, des squats et des occupations de logements vides ou de bâtiments inutilisés,
- contre les expulsions et face à la répression, solidarité de toutes et tous,
- contre les nuisances écologiques et sociales, la coordination des producteurs et des populations locales.

Cet autre futur sans exploitation, ni pollution est possible, il dépend de notre volonté de le construire.

Tract édité par la cnt34 éducation pour la manifestation du 4 octobre 2005

Services publics : quelle alternative ?

Un important collectif composé de partis, de syndicats et d'associations a appelé à une manifestation nationale pour la défense des services publics le samedi 19 Novembre.

Cette mobilisation s'appuie sur la toute récente « ouverture de capital » d'EDF, quelques mois après celle de sa petite sœur GDF. En effet, il apparaît clairement que cette privatisation ne peut qu'entraîner une dégradation des conditions de travail des employés – pourtant déjà fort peu considérés – et qui se traduit inévitablement par une précarisation de tous les emplois.

De plus, l'acheminement certain vers une augmentation des tarifs aux particuliers (comme ce fut le cas pour GDF), et la remise en question des lignes non rentables ne peut laisser indifférent.

POURTANT, à la lecture des appels à la protestation, aucune analyse de la situation actuelle n'est réalisée, pas plus qu'une vision d'avenir ambitieuse pour les désormais ex-services publics. Il n'est pas envisageable de se contenter de revendications ne visant qu'à conserver le mode de fonctionnement présent. Aussi, voyons en quoi le bilan d'aujourd'hui est désastreux et proposons **des alternatives**.

Les services en question ne sont pas publics, et ce pour de multiples raisons. Tout d'abord, au vu des tarifs et des fermetures abusives de lignes, leur accès est encore réservé aux seuls détenteurs de liquidités. D'autre part, « public » impliquerait un choix du peuple, or il n'en est rien, citons pour exemple la décision du gouvernement de pérenniser l'énergie nucléaire de fission sans aucune consultation. Aussi, comment qualifier de publique une structure qui confie une grande partie de ses activités à des officines privées (nettoyage, sécurité, logistique...) ? Cette incursion du privé se traduit de même par une gestion du personnel digne des fleurons du CAC 40 : licenciements, salaires au mérite, casse des statuts...

Cette situation est le fruit du contrôle de l'État, qui légitime ces pratiques et n'assure donc nullement son « service » mais sert plutôt les intérêts du patronat.

On assiste en effet à une véritable collusion entre les différents pouvoirs, activement soutenue par les partis et syndicats co-gestionnaires du pouvoir.

On ne peut compter sur l'État pour soutenir l'intérêt général, c'est pourquoi nous souhaitons l'**AUTOGESTION** de tous les services, réalisée par les travailleurs et les usagers, autogestion que nous vivons au sein de la **CNT**. C'est en accordant les réels besoins du peuple aux conditions de travail des travailleurs que l'équilibre pourra se faire.

Or, si cela n'a lieu que dans certains secteurs, l'impact et la faisabilité de l'autogestion ne seront pas ceux escomptés. Ainsi, une autogestion générale, à toutes les échelles de la société, représente pour nous la réelle alternative au capitalisme libéral ambiant.

Les difficultés quant à sa réalisation sont grandes et nous devons en avoir conscience. Il en résulte une nécessaire **REDEFINITION** générale des besoins. Une société autogérée passe par une gestion maîtrisée des ressources naturelles. Notre environnement, en tant que lieu de vie commun, ne peut être exclu des débats.

Par souci de productivisme, les sols regorgent de polluants, l'atmosphère a vu sa composition bouleversée depuis l'ère industrielle et l'eau, recouvrant pourtant plus de 70% de la planète n'est pas accessible à tous et est même devenue source de conflits ravageurs. La gestion capitaliste des entreprises a conduit à une raréfaction des ressources naturelles.

Il est donc plus que temps de réfléchir à d'autres alternatives en terme de production énergétique, obligatoirement associée à un contrôle **COLLECTIF** de la consommation afin qu'elle soit adaptée aux besoins de tous.



NI PRIVE, NI D'ÉTAT, POUR UN SERVICE PUBLIC AUTOGÉRÉ !!!!

Tract édité par la CNT34 éducation pour la manifestation du 19 novembre 2005.

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES EMEUTES DE NOVEMBRE.

«QUI SEME LA MISERE RECOLTE LA COLERE»

Depuis des années, la fraction la plus pauvre et la plus méprisée des classes populaires, voire défavorisées, souvent issus de l'immigration, souffre du chômage massif et de la précarité. Les emplois ouvriers qu'occupaient les parents ont été souvent supprimés, et l'école n'est pas une voie d'espoir pour les jeunes. Cette société ne leur offre que le désœuvrement au pied des immeubles et des contrôles de police stupides et humiliants. Du coup, personne ne s'étonne vraiment qu'un incident mortel déclenche des violences d'ampleur nationale. Les enseignants de la CNT, qui pour la plupart travaillent dans ces quartiers, ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais pas non plus la résignation. Pour ces jeunes, ils exigent plus de justice. Concrètement, cela signifie des emplois stables, des salaires décents et des horaires humains pour les parents, des logements convenables, la fin d'un quadrillage policier contre-productif, des services sociaux à la hauteur des besoins, une école réellement émancipatrice. C'est dans ce sens que nous appelons nos collègues et les parents à lutter.

Le secrétariat fédéral de la CNT-FTE

« NOUS SOMMES TOUS DE LA RACAILLE »

Face à la violence d'un État qui contre la misère ne nous envoie qu'une armée de flics ; face à un État qui depuis trois décennies nous promet un plan Marshall, pour les zones de pauvreté commodément appelées banlieues ; face à la violence d'un État n'obéissant qu'aux seuls desiderata du MEDEF, avide de rogner un peu plus chaque jour, nos derniers acquis sociaux ; face à un État

des milliers de sans-papiers ; le « sursaut républicain » du gouvernement est un coup de force aux accents militaires aux relents de guerre d'Algérie, contre nous, travailleurs, précaires, chômeurs et « jeunes ». La CNT dénonce le décret d'application du couvre-feu ne répondant nullement, une nouvelle fois, aux demandes de justice sociale de la population. Avec les exploités jamais ! Avec les exploités toujours !
CNT-CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL Union locale de Toulouse

UNE SEMAINE DE REVOLTE CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

En une semaine, les émeutes initiées à Clichy-sous-Bois par la mort de Ziad et Banou se sont propagées à d'autres villes de banlieue parisienne puis finalement à tout l'hexagone. C'est le résultat inévitable d'au moins cinq années de sarko-show, huit années de durcissement sécuritaire et plus de trente années de dégradation sociale. Ziad et Banou sont morts électrocutés dans un transformateur EDF, un troisième mineur est dans un état grave. Ils se croyaient poursuivis par la police. Saura-t-on un jour s'ils l'étaient effectivement, et si les policiers sont coupables de non-assistance à personnes à danger ? Quelles que soient les circonstances exactes de la mort de ces deux adolescents, elle aura été l'étincelle. La jeunesse des banlieues est saturée de rancœur contre un État qui, depuis des années, ne lui apparaît plus que dans son essence policière, judiciaire, et de plus en plus pénitentiaire. Dans les quartiers populaires, les habitant(e)s vivent constamment dans la peur, pour eux ou leurs enfants, des contrôles d'identité humiliants, au faciès, des arrestations arbitraires, des passages à tabac impunis, et des inculpations pour « outrage et rébellion » frauduleuses afin de satisfaire à la « politique du chiffre ». Les rapports officiels récents eux-mêmes insistent sur cet accroissement du non-respect de la loi par ses principaux dépositaires.

Secrétariat fédéral d'Alternative libertaire, 5 novembre 2005 .

« ET AU-DELÀ ? »

Ces événements nous démontre une fois de plus que nous vivons dans une société au bout du rouleau. Il y a en effet bien longtemps qu'elle n'est plus capable « d'intégrer » l'ensemble des individu-e-s qui la compose, et elle n'a, de toute manière, jamais été capable d'instaurer une véritable justice sociale. Il est donc urgent de détruire ce système basé sur l'égoïsme, et de bâtir un autre futur égalitaire et libertaire.

Franck, adhérent de la CNT34 éducation.

Entrevue de l'instit solitaire, Argentin en grève de la faim sur les marches de la préfecture de la région de Buenos Aires...2002

-« Que fais tu la ? »

-Mon nom est Raul Gomez de Olivera, j'ai 54 ans, cinq enfants. J'ai commencé à dénoncer les détournements de fonds des cantines et des budgets scolaires en 1989. De là ma maison a été criblée de balles 3 fois et j'ai commencé à être discriminé dans ma manière de travailler, ce qui m'a obligé à me surpasser et je crois que je peux dire aujourd'hui que je suis un très bon instituteur. Les accusations que je faisais sont devenues de plus en plus graves et fréquentes. Je ne parle pas de fric mais d'actes criminels qui font que les gamins n'apprennent pas, qu'ils meurent des oreillons à cause de leur manque de défense immunitaire, de la gamine de 13 ans qui meurt d'un avortement illégal, des gamins qui tombent dans les pommes le lundi matin car il n'y a rien à manger chez eux. Je parle de cette dégénération que nous permettons à l'école, cela apparaît passif, mais elle est active dans les dégâts qu'elle cause. Bien sûr comme j'insistais sur ces thèmes, ils m'ont déclaré inapte au métier d'instit ! Il faut dire que je suis instit depuis 35 ans et que j'ai perdu ma jambe il y a 28 ans. Après le concours et toutes ces années à enseigner, ils me déclarent inapte !? C'est comme si on te disait que tu étais à l'essai depuis 28 ans ! Il était clair qu'ils devaient me virer, ils ne pouvaient pas me mettre à la retraite ni me muter. Ainsi ils m'écartent de l'enseignement et le recteur de Buenos Aires me donne un poste au gouvernement où je gagnerais 5 fois plus qu'avant. Je l'ai pris comme une insulte et répondis par écrit, demandant que les enquêtes continuent pour démasquer les responsables de la corruption qui mettent en péril l'avenir des gosses. Je veux récupérer mon poste d'instit, que l'enquête aille jusqu'au bout, ou qu'il m'attaque en diffamation. Il n'y a pas d'enquête car ils savent que j'ai raison. Je dénonce avec des noms, des preuves, des numéros de comptes bancaires. Je tire la sonnette d'alarme car si je ne peux pas dire la vérité alors que c'est ce que j'enseigne : à être honnête. Et je ne le dis pas comme quelque chose de mystique, la vérité est la seule chose qui puisse nous libérer vu que

à être honnête. Et je ne le dis pas comme quelque chose de mystique, la vérité est la seule chose qui puisse nous libérer vu que c'est la base de la justice. La bible dit : « Savoir la vérité vous rendra libre », je crois que la vérité est ce qui ce fait de plus révolutionnaire et de plus subversif. La vérité indispose, il y a des gens qui ne la supportent pas. Dans la montagne d'où je viens il n'y a pas besoin de mentir. Je me suis habitué à vivre avec ma propre honnêteté, pas une « honnêteté légale d'état », c'est la seule solution pour vivre. Quand je vais à la province de Buenos Aires je vois bien la différence et je ne m'y suis jamais habitué, c'est naturel pour moi de dire la vérité. C'est un acte éducatif normal vu que j'ai toujours considéré un élève comme mon égal. Je peux t'enseigner les tables de multiplications et où se trouve l'Afrique, avec des mots. Mais la liberté, le courage, l'honnêteté ne se transmettent que par l'exemple. La liberté n'est pas un lieu mais un acte permanent. La liberté n'existe pas, elle n'existe qu'à travers des actes libérateurs. Mon but est d'arriver à avoir droit à cette liberté, de continuer à enseigner. Désolé pour les fonctionnaires mais je ne vais jamais arrêter d'être instit, c'est ma vie.

-« Tes collègues instits te soutiennent ? »

-Non, juste du soutien individuel. Il y a 30 profs. Ils ne me soutiennent pas car j'accuse formellement avec des noms la hiérarchie éducative pour détournement de fonds. Les partis politiques ne me soutiennent pas non plus sauf avec du matériel. Quand ils me demandent ce dont j'ai besoin je leur répond que j'ai besoin de leurs cris. Il y a des enquêtes officielles faites par les députés, sénateurs, ministère de l'éducation, Droits de l'homme... mais ils se contentent de demander les dossiers au gouverneur (=préfet) qui ne répond pas, ils insistent un peu et rien ne bouge. Ils ont été gentils mais ni courageux ni décents. Cela manque d'honnêteté humaine. J'ai tout de même appris quelque chose, ce que l'on obtient en chemin vaut plus que le but final qu'on cherche à atteindre. Si avec ma grève je te dérange, c'est qu'il se passe quelque chose de bien, si les jeunes s'approchent et me demandent ce que je fais là et qu'ils repartent révoltés, alors il est en train de se passer des choses plus importantes que de récupérer mon poste. Mon but est d'être libre, si j'accepte qu'il m'enlève ma liberté de choix, demain ils l'enlèveront à d'autres. C'est un droit personnel avec une conscience sociale. Certains journaux et radios locales dénoncent ce dont je parle. Mais les medias nationaux non. Ça fait déjà 8 mois que je suis dans la rue et je n'aurais jamais pensé que j'arriverais jusque là, aussi ça peut très bien durer 8 mois de plus. Ce qui me blesse le plus ce n'est pas de n'avoir aucun soutien des profs, mais plutôt de n'en avoir aucun contre moi, qu'ils se décident! Je ne demande pas d'aide, je demande à ce qu'ils opinent, qu'ils s'intéressent, qu'ils enquêtent, qu'ils se définissent. Les voitures dans la rue et les autistes sur le trottoir. Ça me fait mal de le dire mais les gens vont mal, ils parlent seuls, je vois l'indifférence, le manque de sens à leurs vies. Ils ont même réussi à nous enlever le droit d'être heureux ? On n'a plus d'envies, on a peur, résignation, on se laisse mourir. Lorsque j'écoute parler les gens en Argentine on dirait qu'ils font une autopsie au lieu d'une analyse. Cela fait que je crois que nous devons former des gens avec des idéaux et pas seulement des pragmatiques. J'enseigne à mes élèves que le mensonge est mauvais mais que l'accepter est encore pire. Ils me disent « ça ne sert à rien maître, ça a toujours été comme ça », mais moi je ne peux pas vivre en pensant que ça va continuer ainsi, j'ai des enfants et des élèves, et je veux un autre futur pour eux. Dire la vérité est un acte d'amour. Le mensonge ne sert à rien. J'ai arrêté la grève de la faim car j'étais en train de mourir. Nous n'avons pas besoin de martyrs, il me reste beaucoup à faire. Je ne consomme que des liquides et du « maté ». Je fume de la « Macana » et c'est une contradiction car je dis à mes élèves de ne pas la fumer.

-« Que devons nous faire par nous même pour arriver à changer cette situation sociale ? »

-Je vous le dirai comme un ami : la liberté commence de l'intérieur de soi. Il ne faut pas attendre le leader salvateur car il suffirait de l'éliminer pour que tout s'arrête. La liberté doit naître en chacun de nous, pour des petites choses. Le « grand » n'existe pas, c'est juste la somme de plein de petits. Un travail journalier où l'on doit pouvoir se rendre compte de nos petits mensonges, nos préjugés, quand on discrimine automatiquement. Comme la tortue, moins on est dur à l'intérieur plus l'extérieur doit être blindé. Il est difficile d'être libre mais essayer de l'être est beau et amusant. Ce qui justifie la vie c'est le chemin choisi, pas l'arrivée. Si le peuple n'exige pas l'honnêteté, alors nous avons le gouvernement que nous méritons. Nous l'avons permis ensemble. Certains profitent des besoins des gens pour se hisser à un poste à responsabilités. On commence à récupérer des choses, à ne plus être d'accord. Je ne sais pas si j'atteindrai mon objectif, mais le suivre donne déjà un sens à ma vie. C'est pour ça que je n'ai pas de délai fixé. Les délais angoissent pour rien. Si on me demande ce que j'attends je réponds : « J'attends le printemps ».

Dialogue paru dans « Contenidos » traduit et résumé par Don Felipe, CNT 34.

Les clefs de la réussite

L'article qui suit essaie de traiter sur le fond la question du vécu de l'école par les écoliers. Aussi, dans son ensemble, il peut paraître trop porté sur la négative. C'est d'abord que les écoliers ont un vécu plutôt négatif de l'école, mais encore parce que cet article se veut en effet une critique de l'institution scolaire d'aujourd'hui, en espérant participer à la naissance du besoin de critiques constructives pour demain. Nombre d'enseignants s'efforcent de rendre attractive l'école auprès de leur élèves et même y parviennent. S'ils n'y parviennent pas, c'est qu'ils s'affrontent en réalité à des problèmes de société. C'est que la question de l'école est une question de société par excellence, notamment en ce qui concerne le processus de reproduction des classes sociales qui est observable tant dans l'une que dans l'autre. Le lecteur comprendra donc qu'il ne s'agit ici aucunement d'incriminer tel ou tel acteur de l'éducation nationale mais bien de tenter de convaincre que, face à ce que génère cette institution en raison du modèle sociétal auquel elle obéit, nous devons prendre nos responsabilités. Cet article n'a pas d'autre objectif que de convaincre qu'il est urgent d'agir ensemble pour changer l'école.

C'est le plus souvent sous cette expression que l'on évoque ce qu'il faut faire pour réussir à l'école quand on est écolier, collégien, lycéen voire étudiant. Ainsi, magazines spécialisés¹, articles de journaux, reportages de journaux télévisés et du coup étudiants, enseignants, psychologues, sociologues, conseillers principal d'éducation, amis et famille connaissent les bonnes attitudes que votre enfant doit adopter pour « réussir à l'école » ; ils vous livrent les « clefs de la réussites » !

Quels protocoles donc mettre en œuvre pour que votre enfant accumule les diplômes car c'est bien cela que l'on entend par « réussir à l'école » ? Quel grand débat de société ! Alors, pour ou contre les cahiers de vacances ? Les devoirs à la maison, tout de suite après les cours ou peut-on autoriser une petite session télé avant les « réjouissances » ? l'inscription dans un club de sport est-elle bénéfique ou parasitaire au travail scolaire ? Faut-il réviser la veille de l'examen ? Faut-il prendre des drogues anti-stress ? Quelle préparation psychologique avant d'attaquer l'année ? Votre enfant a-t-il besoin d'un coach ²? Etc.

Bref, l'objet du débat consiste surtout à savoir comment mieux tuer le Savoir. Les marchands de mauvais conseils rivalisent alors en « fiches techniques » et autre *vade-mecum* de l'obéissance que les parents s'empressent d'acheter à leurs enfants entre une boîte de conserve et un paquet de rasoirs jetables pour les sauver du chômage. Et encore, ce après de laborieuses comparaisons des différentes offres présentes sur le marché du para-savoir encore une fois exposées et débattues dans la presse qui remplit bien-sûr ainsi le rôle qu'on attend d'elle dans une démocratie.

En clair, l'école n'est jamais discutée dans les mass-médias. J'ai en tête l'exemple d'un documentaire « made in France 2 » dans lequel on présentait des enfants de tout âge (environ 2% des écoliers je crois) qui, arrivés à un certain stade de scolarité, ne pouvaient plus passer le portail de l'établissement scolaire sous peine de vomissements ou d'évanouissement. Ces gosses ressentent un abîme sous leurs pieds et dans leur ventre quand ils vont à l'école. Mais, le journaliste n'interroge à aucun moment du documentaire les méthodes pédagogiques qui ont cours dans l'éducation nationale. Il n'interroge pas du tout l'institution sur le fond. En revanche, il demande des explications à des psychiatres ! D'ailleurs, chez qui la plupart des parents que l'on voyaient dans le documentaire, désespérés, envoyaient leurs enfants... Enfants qui du même coup étaient soudain devenus « des enfants à problèmes ». Non ! c'est l'école qui a un problème.

Accepter de courir

Car en effet, aujourd'hui, l'école c'est d'abord l'enseignement de l'obéissance. Dès le cours préparatoire la circulation du savoir à l'école commence à devenir un rapport de type productiviste et donc commence à mourir en tant que Savoir. Les écoliers, mais surtout les collégiens puis les lycéens sont *ensemble* mis en situation de dépendance vis à vis d'une autorité qui exige toujours plus de produit (quantité de connaissance à recracher) en un temps bien délimité (délais à respecter, programmes à tenir). L'éducation nationale de part on organisation massifiée et massifiante, exigeante, impersonnelle, désindividuant, bref quasi-industrielle jette les enfants et les adolescents devant un rouleau compresseur qui d'année scolaire en année scolaire avance de plus en plus vite. « Libre » à eux ensuite et depuis leurs positions sociales diverses, leurs capitaux économiques et culturels allant du simple au quintuple, de faire preuve de « volonté », « d'intérêt pour le travail intellectuel » (car bien sûr nulle part plus qu'à l'école le travail manuel est autant dévalorisé), « de motivation », de « savoir être » mais surtout « de travail, de persévérance et de discipline ». Bref, de savoir manier « les clefs de la réussites ». En fait de clefs de la réussites entendues ainsi, il n'y en a en mon sens qu'une : la soumission.

Accepter les faux choix

D'abord, il faut se soumettre au regroupement-division³ par classe d'âge et non par centre d'intérêt ou type de savoir. Fait, certes moins contestable pour les enfants en bas âge mais qu'il est beaucoup plus au collège et au lycée où il perdure. N'est-il pas plus qu'absurde⁴ de *faire orienter* des enfants dès la classe de quatrième (c'est à dire à l'âge de 13 ans !) vers des filières techniques sans possibilités réelles par la suite de retour vers les filières « intellectuelles » ?

Accepter le productivisme scolaire

Ensuite, en découle logiquement la soumission aux programmes c'est à dire à la répartition bureaucratifiée des matières enseignées dans le temps quotidien, hebdomadaire et trimestriel. Une des « clefs de la réussite » consiste donc à s'intéresser à tout au moment où l'institution scolaire l'exige et l'impose. Par suite, est nécessaire aux taux de *reproduction*⁵ des connaissances dans les délais fixés à l'avance. En maths, si le collégien maîtrise les fractions un mois après le contrôle sur les fractions, c'est trop tard pour lui ! Il ne reproduira pas le taux de connaissances nécessaire pour « suivre le rythme ». Nous touchons là à la question de la notation. Le système de notation qui, en s'érigant en carburant indispensable à l'obtention du diplôme qui lui-même sauve ou prétend sauver du rouleau compresseur institutionnel et économique devant lequel rament tous les écoliers, devient le principal outil pour juguler les tentatives de remises en questions de l'école républicaine qui apparaissent parfois chez les lycéens.

Faire allégeance à toute autorité...

Puis, tout cela implique bien-sûr la soumission à l'autorité scolaire dans son ensemble. Maîtres et professeurs mais aussi administration (CPE, direction) et surveillants⁶ ces derniers étant plus particulièrement habilités à « réprimer » les comportements déviants de types violents mais aussi subversifs. Cette deuxième catégorie est d'ailleurs systématiquement rangée sous le qualificatif « d'insolence » quand il faut justifier une sanction. L'écolier est alors l'élément d'un tout discipliné matérialisé par l'établissement scolaire qui n'a plus de marge de manœuvre significative, réelle sur son devenir. La seule qu'on lui reconnaît et que l'institution et la plus-part des parents osent appeler « liberté » est celle de travailler ou non à l'école. Traduction : celle de se soumettre ou non aux rythmes, contenus et logiques scolaires sous peine d'être broyés par le fameux rouleau compresseur.

...puisqu'elles concordent toutes dans leur discours.

Enfin, la soumission, plus relative, à l'autorité parentale, familiale qui de son côté exerce une pression sur l'enfant « pour son bien », « pour son avenir » et qui reproduit facilement le discours du « un pour tous, chacun pour soi » et les pratiques répressives de l'institution scolaire au sein même du foyer. Voilà peut-être une dimension « totalitaire » de l'école républicaine : l'écolier ne peut échapper à sa logique même chez lui, dans la sphère privée. Elle fait tout de même de la masse au sens d'Hanna Arendt c'est à dire une masse constituée d'individus (ou unités ?) qui agissent tous de la même manière aux mêmes moments (révisions, discipline), visent la même chose (le diplôme), raisonnent de la même manière (l'appréciation de la qualité du savoir est chez eux broyée par la mesure de sa quantité) mais néanmoins restent fondamentalement isolés les uns des autres (« Si j'en voit un qui copie sur un autre, j'enlève deux points aux deux » ; « Qui a fait ça ? Qu'il se dénonce ou je puni toute la classe ! » ; « Si tu ne te décides pas à faire ce que te demande ton prof de sport, on te prive de sorties ! »). L'étau est parfaitement resserré : l'école d'un côté et « la maison » de l'autre.

Chercher un peu d'air quelque part (mais pas trop !)

L'enfant, caractérisé par le principe de plaisir ; dont il faut d'ailleurs l'émanciper et c'est là tout le travail difficile de l'éducation qui demande parcimonie, tâtonnements et expériences ; se voit trop brutalement plongé à son entrée dans les cycles scolaires dans un principe de réalité excessif et insensé ! On comprend donc peut-être mieux le désir de fuite qui s'exprime de différentes manières chez beaucoup d'écoliers notamment adolescents. Le vécu à l'intérieur de l'établissement scolaire génère trop de tensions d'ailleurs toujours susceptibles de réapparaître à la maison. L'espace extérieur qu'est la rue apparaît alors peut-être comme un refuge où le principe de plaisir peu s'exprimer, mais du coup, s'exprimer de manière excessive. Ainsi, par exemple beaucoup de collégiens commencent à fumer dès l'âge de 11 ans. On fume dans la rue contre

la famille et contre l'école, d'ailleurs souvent à la frontière de l'école, devant le collège ou le lycée avant et après les cours à la manière d'un défi qu'on lui lance. La cigarette chez les écoliers est peut-être vécue ou au moins perçue comme outil d'émancipation car caractéristique du monde adulte. Ce même monde qui domine l'écolier et qui lui fait subir tant de tensions⁷...

L'obsession consumériste de nos enfants est sans aucun doute aussi un moyen de fuite de l'école. Une fuite attisée voire motorisée par le marketing qui déroule devant eux chaque jour un tapis rouge à l'hédonisme primaire : « Tu es le *Roi*, fais ce que tu veux quand tu veux ». D'autant que le marketing et ses slogans complètement idéologisés investit les sorties d'école quand ce n'est pas l'école elle-même. Ce lieu normalement consacré au savoir devient alors le lieu privilégié où se joue une tension extrême entre un principe de réalité infernal et un principe de plaisir paradisiaque. Dans un tel contexte, on voit mal comment la clef de la réussite pour obtenir le diplôme ne saurait être autre chose que la soumission dans l'école très souvent *compensée* par des déviances hors de l'école. La soumission dans l'école impliquant le renoncement de soi, l'abandon de son individualité et les déviances hors de l'école, l'extraversion excessive et souvent auto-destructrice d'un moi mythifié qui ne pourra donc que décevoir.

Une fois « adulte et responsable », ne pas se révolter.

Pour conclure je pense que les deux informations qui suivent doivent faire réfléchir quant aux manières de changer vraiment l'école et à la responsabilité qu'ont les adultes dans ce projet.

J'ai vu des lycéennes, remarquées pour leur discipline en cours, leur travail assez régulier et leurs notes correctes tout au long de l'année scolaire, brûler leur cours manuscrits dans un « feu de joie » après l'annonce favorable de leurs résultats au baccalauréat⁸. Pour sûr, ces jeunes filles manipulaient bien « les clefs de la réussite », elles ont recraché ce qu'il fallait recracher au bon moment et n'en auront rien ou quasi-rien retiré car bien déterminées à tirer un trait sur cette « mauvaise expérience scolaire du lycée ». Tirer un trait sur le lycée c'est oublier définitivement, à moins de réapprendre un jour de manière volontaire. Cet autodafé spontané et rageur en était la preuve manifeste et déconcertante : l'école n'a pas de sens pour les écoliers !

Le texte ci dessous est extrait d'un ouvrage de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot intitulé *Sociologie de la bourgeoisie*, édité chez la découverte en 2000, pages 88-89 :

« [Dans les écoles privées fréquentées par les enfants de la bourgeoisie] les méthodes pédagogiques sont fondées sur une responsabilisation des jeunes telle que l'autogestion y est souvent préférée à l'autoritarisme sans principe. C'est ainsi, qu'à l'Ecole des Roches, « les maisons », c'est à dire les bâtiments d'internat dispersés au milieu du parc de 60 hectares et des terres cultivées, baptisées de manière bucolique, « La Colline », « La Coteau », « Les Fougères » ou « Les Sablons » sont autogérés par un collectif d'élèves sous la responsabilité directe des plus âgés. [...] Disposant, en raison de leur fortune, d'une grande liberté apparente, les jeunes héritiers [devront] apprendre très tôt à se contrôler, à être eux-mêmes leur propre autorité. [...] Lourde tâche dans laquelle l'esprit de responsabilité est indispensable. Il n'est jamais trop tôt pour l'inculquer. »

Nénika

(Footnotes)

¹ L'un d'entre eux a même adopté l'expression comme nom.

² Maintenant certaines entreprises proposent de « coacher » vos enfants pour les « aider à gagner à l'école ».

³ Sacré paradoxe en effet : en regroupant les enfants en « classes » (comme à l'armée) hermétiques entre elles, on les divise surtout.

⁴ Absurde d'un point de vue humaniste mais néanmoins logique d'un point de vue capitaliste.

⁵ J'insiste bien sur le terme de *reproduction* de connaissances comme but ultime affiché et non de production de réflexion *grâce* aux connaissances comme but ultime réel.

⁶ Le plus souvent ex-écoliers tout frais.

⁷ C'est en tout cas comme cela que les enfants doivent le percevoir car en réalité ce n'est pas aussi catégorique.

⁸ Après avoir pris des renseignements autour de moi, il semble que cette pratique ne soit pas rare.